

RAPPORT D'ACTIVITÉS

2020 - 2021



Table des matières

3	Mission
4	Mot de la présidence
5	Rapport du conseil d'administration
7	Rapport de la coordination
8	Défense collective des droits et représentations
8	Les activités nationales – 49 activités
11	Les activités régionales – 161 activités
16	Activités ville de Montréal – 18 activités
18	Activités locales – 34 activités
20	Représentation auprès des élus – 15 activités
21	Vie associative – 112 activités et plus
21	Mobilisation – 13 activités
21	Éducation populaire – 8 activités
22	Services aux membres – + de 56 activités
24	Activités médiatiques, de communications et de recherche
25	Annexes :
25	Annexe 1 - Bilan de la cellule de crise
25	Annexe 2 - Lettre aux parents
26	Annexe 3 - Petit guide pour écrire à son député de l'Assemblée nationale
26	Annexe 4 - Qui sommes-nous ? portrait des membres du CRADI
27	Annexe 5 - Le bon emploi des mots de la SQDI
27	Annexe 6 - Complément d'information sur l'organisme et ses comités

Mission

Notre mission



Comme son nom l'indique, le CRADI, est un regroupement régional de Montréal et sa mission consiste à faire de la défense collective et de la

promotion des droits et intérêts des personnes présentant une déficience intellectuelle (DI) ou un trouble du spectre de l'autisme (TSA) et de leur famille.



Le CRADI compte 33 membres et regroupe des organismes communautaires, des comités de parents et des comités d'usagers

de CIUSSS. Ils sont tous des acteurs montréalais communautaires œuvrant dans le secteur de la déficience intellectuelle et des troubles du spectre de l'autisme. Ces organismes assurent des services de soutien direct à la famille, des services de loisirs et d'apprentissage de l'autonomie à leurs membres, etc. Ils défendent et promeuvent les droits et les intérêts individuels des personnes vivant avec une DI ou un TSA. Ils travaillent auprès des personnes de tous âges, de la petite enfance aux aînés, puisque la DI et le TSA ne s'effacent pas avec le temps qui passe; ils se superposent aux réalités du vieillissement.



Le CRADI est le fier porte-parole de ces précieuses ressources auprès des différentes instances gouvernementales, des regroupements nationaux

et de la population générale.

Pour remplir sa mission



Le CRADI doit principalement favoriser la concertation de ses membres et entreprendre les actions qui visent l'amélioration des conditions de vie

des personnes et de leur famille en faisant des représentations auprès d'instances locales et régionales.

Défendre les droits



C'est faire de la concertation, des représentations et de la mobilisation.

Pour réaliser cet aspect de sa mission, le CRADI :

- Participe à des activités de concertation dans le milieu associatif et communautaire sur des questions touchant de près ou de loin les personnes handicapées ;
- Mobilise les organismes de base et leurs membres autour d'actions politiques non partisanes ;
- Analyse des politiques, produit des avis et fait les représentations nécessaires ;
- Invite les organismes à des rencontres d'informations, rédige des documents expliquant les politiques, les lois, etc. ;
- Interpelle les éluEs de tous les paliers gouvernementaux pour les mobiliser autour des enjeux DI-TSA.
- Crée des espaces de discussion et de réflexion sur des solutions possibles aux problèmes actuels des différents réseaux. Ces actions et interventions sont conçues autour de dossiers touchant les personnes qu'il représente et leurs familles ; ces dossiers concernent soit l'accès aux services (et l'accès à des services de qualité), soit leur intégration et leur participation sociale et interpellent plusieurs ministères différents (Santé et Services sociaux, Éducation, Emploi).

Promouvoir les intérêts



C'est sensibiliser la population et les élus aux réalités des personnes vivant avec une DI ou un TSA, revendiquer leur plein statut de citoyen, établir un dialogue avec la population et stimuler leur intégration et leur inclusion sociale et professionnelle.

Nous le faisons à travers :

- La création d'espaces de discussions et de réflexions sur des sujets qui concernent les personnes et leurs familles ;
- La présentation de différents rapports de recherche et d'études sur des sujets liés ;
- La production de résumés de recherche et de rapports ;
- La création d'ateliers ou d'évènements spécifiques à des sujets précis (par exemple, les ateliers sur le vote lors de la dernière campagne électorale québécoise, le Salon DI-TSA, etc.)

Mot de la présidence

Quelle année exceptionnelle! Jamais je n'aurais cru dans mes fonctions de président du conseil d'administration avoir à vivre une aventure comme celle que nous vivons. Lors de notre dernière assemblée générale annuelle, en septembre dernier, qui aurait osé dire que 9 mois plus tard nous serions toujours dans une situation d'urgence sanitaire? Cette réalité qui nous occupe et nous préoccupe encore a diamétralement changer le travail effectué par l'équipe du CRADI au cours des derniers mois. Toute l'équipe a vraiment travaillé fort pour essayer de vous garder le plus possible à jour malgré la déferlante de consignes, de mesures, de conférences de presse. Elles ont tout donné pour tenter de vous offrir le meilleur service possible et le plus adapté à chacune de vos réalités tout en essayant de vous offrir des espaces de discussion ou de partage afin de vous rappeler que nous sommes une communauté même si nous n'avons pu nous côtoyer comme à l'habitude. Le rapport que nous vous proposons aujourd'hui est costaud, mais il permet de constater toute la résilience, l'expertise, le cœur, l'âme et le savoir-faire de notre communauté.

Une des responsabilités du conseil d'administration est de s'assurer que l'organisme agit dans le cadre de sa mission. Cette année, ce travail fut réalisé, comme vous l'aurez observé, en télétravail par la coordonnatrice, la personne responsable des communications et la commis de bureau. J'en profite pour les remercier de l'excellence de ce travail.

Le CA fut tenu au courant des différents dossiers sur lesquels elles ont porté leur attention afin de défendre les droits des personnes vivant avec une DI ou un TSA ainsi que leur famille. Elles se sont également préoccupées de fournir supports et informations aux organismes membres. Certaines situations ont nécessité des réactions ou des suivis par le CRADI, ce que le conseil a toujours supporté.

Le conseil a également décidé de reporter la tenue du Forum montréalais sur la DI après la pandémie, tout en contribuant à la préparation d'un forum sur la question spécifique de l'hébergement, organisé par le Mouvement PHAS.

L'autre responsabilité du conseil d'administration est de s'assurer de la bonne gestion de l'organisme.

La décision de madame Goulet de se retirer à l'assemblée générale de juin 2021 a conduit le conseil ainsi que le personnel à mettre en place un comité de transition dont le but premier était d'éviter une rupture dans la coordination et les activités de l'organisme.

Ce pas franchi, il est apparu possible d'augmenter les ressources humaines afin d'accroître l'efficacité générale. Le financement de ces postes est assuré par des entrées d'argent récurrentes.

La gestion financière du CRADI a amené le conseil à prendre deux décisions. La première porte sur les tâches de comptabilité courante, qui seront désormais assumées par un contractuel, libérant ainsi de nombreuses heures de travail du personnel régulier. L'autre est de confier la vérification comptable à une firme différente de celle qui nous produisait les états financiers révisés depuis quelques années. Cette décision faisant suite à une demande de l'AGA 2020 d'aller en appel d'offre pour ce travail.

Pour terminer, le conseil d'administration tient remercier mesdames Ghislaine Goulet (coordonnatrice) et Marie-Noëlle Goulet-Beaudry (agente aux communications) pour leur engagement et leur implication dans la mission du CRADI. Merci aussi à Sabrina Labonté (commis de bureau) pour le support qu'elle a offert à l'équipe, et à Thérèse Colin pour le travail d'animation du Comité responsabilités Réseau de la Santé et des Services sociaux / organismes communautaires (RSSS/OC). Nous tenons aussi à remercier tous ceux et toutes celles qui se sont associés au travail du CRADI durant cette année.

Marc-Aurèle Quintal
Au nom du Conseil d'administration

Rapport du Conseil d'administration

En 2020-2021 le Conseil d'administration du CRADI était formé de :

Marc-Aurèle Quintal (Sans Oublier le Sourire – SOS) - Président Chentale de Montigny (Compagnons de Montréal) - Vice-Présidente Philippe Massé (parent, SPPH) - Trésorier Marie-Josée Dodier (parent, S.R. Chez-Soi) - Secrétaire Sylvie Alarie (parent, L'Arche Montréal) - Administratrice

Le conseil d'administration a tenu 6 rencontres virtuelles par ZOOM, aux dates suivantes :



2 juillet 2020 19 août 2020 15 octobre 2020 10 décembre 2020 28 janvier 2021 25 février 2021

QUELQUES-UNS DES SUJETS ABORDÉS LORS DES RÉUNIONS DU CA EN 2020-2021

- Gestion de l'organisme :
 - La gestion financière incluant la gestion comptable ;
 - Le programme de transition au poste de coordonnatrice et le recrutement de nouveaux personnels.
- Informations régulières et des prises de position sur :
 - Les impacts de la COVID et des mesures sanitaires sur nos membres et sur les personnes vivant avec une DI ou un TSA ;
 - Les relations avec les CIUSSS, le SACAIS et la Ville de Montréal ;
 - Les comités de travail du CRADI;
 - La campagne nationale de l'AQRIPH;
 - Le projet de Forum DI.



Les ressources humaines au CRADI

Ghislaine Goulet, coordonnatrice du CRADI, a annoncé à l'automne dernier au Conseil d'administration son intention de prendre sa retraite en juin 2021.

En décembre 2020, le conseil d'administration annonçait la nomination de Marie-Noëlle Goulet-Beaudry comme successeuse à la coordination de l'organisme.

Dans la foulée de cette nomination, le conseil d'administration a accompagné les coordonnatrices sortantes et entrantes dans l'organisation des ressources humaines du CRADI et a décidé de scinder le poste d'agente des communications et des affaires internes en deux postes à temps partiel, dont un poste à la défense de droits et un poste aux communications. Les postes ont tous été pourvus et l'équipe permanente du CRADI compte maintenant quatre personnes employées de façon permanente.

La situation financière de l'organisme

Le Conseil a été régulièrement informé de la situation financière du CRADI et s'en est déclaré satisfait.

Les activités de concertation et de mobilisation

Le Conseil a été informé du travail des nombreux comités de réflexions et autres instances de consultations mis sur pied pour adresser les diverses problématiques liées à la COVID-19. Le conseil d'administration remercie les personnes qui ont donné de leur temps pour apporter leur expertise et pour avoir su porter les réalités vécues par les personnes, les parents et les proches. Votre apport permet de faire progresser la réflexion, de définir et d'orienter, si nécessaire, les actions à entreprendre.

Le conseil a d'ailleurs été très enthousiasmé par la mobilisation sans précédent des organismes membres, des personnes et des parents dans le cadre de la campagne de revendication de priorisation vaccinale des personnes vivant avec une DI ou un TSA et leurs proches. Le conseil voit dans ce succès collectif une opportunité pour le CRADI de mobiliser encore plus de personnes, de parents et de proches autour des enjeux et de les garder engagés dans les activités de défense des droits des personnes avec une DI ou un TSA à venir.



Les liens avec les organismes membres et les partenaires gouvernementaux et communautaires

Une part du travail du CRADI consiste à fournir un support à nos membres, directement ou en les représentant. Dans la situation sanitaire en cours, beaucoup de temps et d'énergie ont été consacrés aux communications des mesures et consignes et à l'accompagnement des organismes membres dans la compréhension de celles-ci. Le conseil d'administration espère que le CRADI a atteint vos attentes en matière de support collectif et individuel depuis le mois de mars 2020.

Plusieurs comités de travail et de cellules de crises COVID ont aussi occupé l'équipe, en plus de notre participation habituelle aux diverses tables et instances de consultation, à notre engagement envers les organismes nationaux ou régionaux ainsi que dans le maintien de notre rôle d'interlocuteur auprès des établissements publics.

Les membres du conseil d'administration sont tenus au courant des enjeux et se prononcent sur des orientations, si nécessaire.

Rapport de la coordination

Bonjour à vous toutes et tous,

Une autre année de passée, et ce à vitesse grand V.

Le tunnel s'est avéré pas mal plus long que prévu, la lumière commence à se faire sentir au bout de celui-ci. Malgré l'épuisement senti maintenant, force est de constater que les choses auraient pu être bien pires. Nous tenons à saluer votre travail acharné qui a permis de maintenir vos activités et qui a évité ce qui aurait pu devenir une hécatombe comme celle vécue en CHSLD ou une valse de fermeture/ ouverture comme dans le milieu scolaire.

Une grande aventure pour une toute petite équipe! Je vous invite à lire ce rapport en gardant en tête que toutes les activités rapportées dans celui-ci ont été menées par deux personnes avec le support clérical d'une personne à temps très partiel. Ce rapport, plus difficile à rédiger que les précédents, est le reflet d'un rythme de travail effréné, mais follement atypique et un peu malsain. Comme vous, le ressac émotif et le ressac de la fatigue des mois à bûcher, tête baissée pour y arriver, pour essayer de demander, essayer de faire mieux se fait sentir. Il faudra d'ailleurs en prendre compte dans le rythme de la nouvelle année.

Vous pourrez constater en parcourant notre rapport annuel que le CRADI a parfois doublé ses actions et interventions pour défendre les droits des personnes et organismes que nous représentons.

De même que, pour certaines situations, nous avons dû monter toutes les marches de l'escalier des représentations, du local au national et gouvernemental. C'est d'ailleurs pourquoi vous trouverez le même sujet à plusieurs endroits dans le présent document.

En plus de vous tenir rapidement au courant des diverses directives et consignes, nous avons porté plusieurs de vos préoccupations : le répit, les personnes hébergées, le port du masque, le maintien de la scolarisation des élèves à besoins particuliers, l'accès aux camps de jour, la reprise des activités de jour, l'absence de service du réseau de la santé et des services sociaux, les diverses difficultés des familles à avoir accès à leurs proches hébergés, le déconditionnement des personnes ainsi que la priorisation de la vaccination.

Ce sont d'ailleurs les enjeux de priorisation de vaccination qui ont mené à une grande mobilisation de tous les acteurs du milieu, plus particulièrement des parents et des familles. Selon nous, c'est cette mobilisation qui a permis au comité de vaccination de Montréal de considérer la priorisation de la vaccination des personnes vivant avec une DI ou un TSA de 18 ans et plus sur l'île de Montréal et ce, deux semaines avant le reste du Québec. Je tiens à mentionner aussi le travail important qui a été fait par les membres du Comité de travail sur la vaccination DI-TSA afin de favoriser des accommodements et des corridors d'accès facilitant la vaccination pour l'ensemble des personnes.

En tout dernier lieu, je tiens à remercier les membres qui ont porté à notre attention les différentes situations rencontrées et qui ont participé à nos sondages, rencontres thématiques et comité ad hoc.

Merci aussi aux membres de l'équipe qui ont maintenu leurs efforts, malgré des périodes de découragements et qui ont, chacun à leur façon, tenu le flambeau. Un merci aussi aux membres du CA de nous avoir soutenus tout le long d'une année pleine de rebondissements et de changements.

Merci à Marie-Noëlle d'avoir accepté de prendre la relève, merci à Sabrina d'avoir accepté différents mandats hors de sa description de tâche au cours de l'année, merci à Dorian et Benoit d'avoir bien voulu joindre leurs compétences à l'équipe du CRADI.

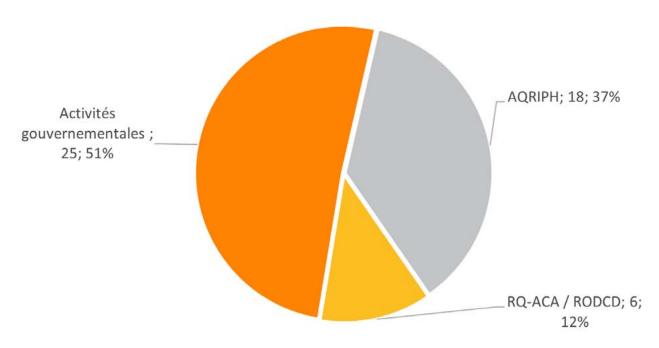
Il est maintenant temps pour le CRADI de se préparer à revenir vers une normale sans savoir si elle sera exactement la même qu'avant.

De mon côté, je quitte le CRADI avec le sentiment du devoir accompli. Je suis fière du travail réalisé et suis assurée qu'avec l'équipe d'enfer qui a été mise sur pied, le CRADI sera encore plus fort pour réaliser sa mission dans les années à venir.

Ghislaine Goulet Coordonnatrice

Défense collective des droits et représentations

Les activités nationales : 49 activités



Description du graphique : L'image présente un tableau circulaire montrant le nombre d'activités nationales auquel le CRADI a participé cette année, soit quarante-neuf au total. Il comprend trois sections, l'une pour les vingt-cinq activités gouvernementales (51% des activités totales), l'autre pour l'AQRIPH (dix-huit activités, 37% du total) et le troisième pour le réseau québécois de l'action communautaire autonome et le regroupement des organismes de défense collective des droits (six activités, 12% du total).

INSTANCES NATIONALES COMMUNAUTAIRES



Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées (AQRIPH)

L'AQRIPH est une instance nationale de représentation de 16 regroupements régionaux d'organismes communautaires DI-TSA-DP du Québec. Elle discute et échange des informations concernant les différents enjeux et défis rencontrés par les membres des regroupements et elle prend position face aux orientations ministérielles, aux projets de loi et aux consultations gouvernementales. L'année particulière a entraîné une augmentation des rencontres. Lors des 18 rencontres ayant eu lieu différents sujets ont été traités, soit :

- Les suivis réguliers ;
- Les directives ministérielles ;
- Les situations des personnes hébergées ;
- Les pertes de services des CIUSSS;
- L'absence de répits ;
- L'analyse du rapport de la vérificatrice générale du Québec ;
- L'évaluation de l'efficacité de la « Politique à part entière » en loisir, emploi et services de garde ;
- Le soutien à domicile ;
- La présentation du rapport de recherche « Les besoins des parents d'enfants handicapés ;
- L'obligation du port du masque.



Réseau Québécois de l'action communautaire autonome qui représente 64 regroupements et organismes nationaux (RQ-ACA)

Et Regroupement des organismes de défense collective des droits (RODCD)

Nous avons participé aux activités et à 6 rencontres de ces 2 regroupements s'attardant sur les conditions de travail des travailleuses des organismes communautaires afin de documenter les besoins et réalités des employéEs ainsi que des besoins financiers des organismes de défense collective des droits.

- La table nationale sur la formation ;
- Le sondage sur la santé mentale;
- Le sondage sur les conditions de travail;
- Le forum Voir Grand du RQ-ACA.

INSTANCES GOUVERNEMENTALES

La pandémie mondiale ayant cours, la situation sanitaire fluctuante du Québec et le maintien de Montréal en zone rouge dans la dernière année ont provoqué la mise en place de décrets, directives et consignes émanant des divers ministères et ayant des impacts directs et indirects sur les personnes présentant une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme, leurs familles et les organismes membres du CRADI. De ce fait, plusieurs actions et interventions ont été faites auprès des différents ministères, organismes gouvernementaux et de leurs représentants afin de clarifier ces nouvelles dispositions ou d'en demander des modifications pour mieux répondre aux besoins et réalités des personnes que nous représentons.



Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)

Interpellations et représentations en lien avec :

- L'arrêt des services ;
- Les directives de répit et les absences de ces services ;
- La non-reprise des services pour les personnes hébergées;
- Le non-respect des consignes de déconfinement par les CIUSSS;
- La priorisation de la vaccination ;
- Le financement d'urgence des organismes communautaires ;
- Deux rencontres virtuelles avec un représentant du ministère.



Ministère de l'Éducation (MÉQ)

Interpellations du ministre de l'Éducation et échanges avec le sous-ministre :

- La demande de réouverture des écoles spécialisées de la région de Montréal et des classes spécialisées en écoles régulières afin que les élèves puissent recevoir les services spécialisés auxquels ils et elles ont droit :
 - o La demande d'un support professionnel accru et personnalisé pour les élèves intégrés en classes régulières et poursuivant leur scolarité par technopédagogie ;
 - o La demande de distribution du matériel technologique nécessaire à la poursuite des activités pédagogiques, en priorisant les élèves handicapés ;
 - o La demande de clarification des intentions du ministre sur certains enjeux ;
 - o La mise en avant des difficultés et des besoins des élèves et des familles ;
 - o Une proposition de pistes de solutions.
 - GAIN : ouverture des écoles spécialisées de Montréal.
- Le port du masque ou du couvre-visage obligatoire pour les élèves.



Ministère de la Famille (MFA)

Interpellation et représentation en lien avec :

- Le besoin de soutien des familles ;
- L'accès aux services de garde.



Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)

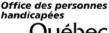
Rencontre avec la ministre responsable de la Métropole et de la région de Montréal en lien avec les camps de jour et les activités estivales 2020.



Curateur Public

Interpellations en lien avec :

- Les milieux d'hébergement et l'isolement vécu par les personnes hébergées ;
- Une demande de renseignements et d'une enquête indépendante concernant la situation des soins intensifs de l'Hôpital Notre-Dame ;
- L'impact de la décision des représentants légaux ou parentaux de ne pas faire vacciner les personnes.



Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)



Interpellations en lien avec :

- L'accès aux camps de jour spécialisés, à l'intégration en camps de jour réguliers et aux activités estivales ;
- Une demande de renseignements et d'une enquête indépendante concernant la situation aux soins intensifs de l'Hôpital Notre-Dame ;
- L'impact de la décision des représentants légaux ou parentaux de ne pas faire vacciner les personnes.



Protecteur du Citoyen

Interpellations et représentations en lien avec :

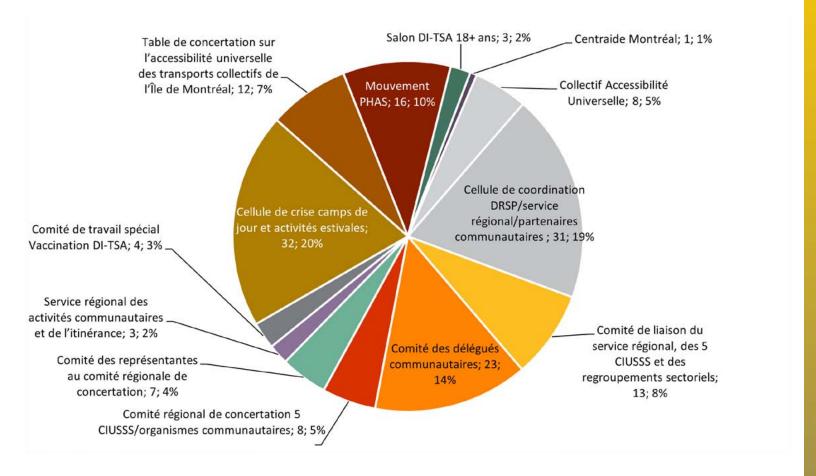
- L'absence de services du réseau de la Santé et des Services sociaux (RSSS) de la région ;
- Les situations de confinement des personnes hébergées ;
- Le droit des visites des familles ;
- Le droit aux sorties dans la famille;
- La non-reprise des activités de jour pour les personnes hébergées;
- Une demande d'une enquête sur la qualité des services dans les milieux d'hébergement;
- Une demande d'information et d'enquête indépendante concernant la situation aux services des soins intensifs de l'Hôpital Notre-Dame.



Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ)

Rencontre avec la vice-présidente du mandat Charte de la CDPDJ en lien avec les camps de jour et les activités estivales de 2020.

Les activités régionales : 161 activités



Description du graphique : L'image présente un tableau circulaire de treize secteurs montrant les cent soixante et une activités régionales auxquelles le CRADI a participé au cours de l'année 2020-2021. Les plus grosses sections sont celles de la cellule de crise des camps de jour et des activités estivales (trente-deux activités), celle de la cellule de coordination de la direction régionale de santé publique, du service régional et des partenaires communautaires (trente et une activités), ainsi que le comité des délégués communautaires, avec lequel le CRADI a eu vingt-trois rencontres. Toutes les instances sont énumérées et expliquées dans la section qui suit.

Les activités régionales se déclinent en comités, en instance de travail ou de consultation et qui ont une portée régionale, c'est-àdire à l'ensemble de la région montréalaise. Elles incluent les activités sectorielles et intersectorielles montréalaises.

<u>Cellule de coordination de la direction régionale de santé publique (DRSP)/service régional/partenaires communautaires :</u> 31 activités

- Des discussions sur les différents enjeux en lien avec les consignes, directives et annonces ministérielles et gouverne mentales en lien avec la situation sanitaire et épidémiologique ;
- Une demande de priorisation de la vaccination pour les personnes ;
- Les membres ont reçu les synthèses de ces rencontres.

Comité de liaison du service régional, des 5 CIUSSS et des regroupements sectoriels : 13 rencontres

- Le rehaussement du programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) ;
- Les fonds d'urgences 1 et 2;
- Le nouveau cadre national de gestion du programme PSOC.

Comité des délégués communautaires : 23 rencontres

- Le maintien du financement des organismes durant le confinement ;
- Le report de la reddition de compte annuelle ;
- La répartition du rehaussement PSOC ;
- La réaction au nouveau gabarit de reddition de compte du fonds d'urgence PSOC;
- Les critères et répartitions des fonds d'urgence PSOC;
- Les fonds d'urgence Centraide :
 - o Ses deux phases;
 - o L'intervention auprès de la Ville de Montréal contre la décision de transiter le fonds d'urgence de Montréal par Centraide.
- Les critères et répartitions des fonds d'urgence fédéral;
- Les revendications d'un deuxième fonds d'urgence PSOC pour la période de juillet 2020 à mars 2021 ;
- Une représentation auprès des élus fédéraux concernant la gestion du fonds d'urgence fédéral confié par les fondations privées ;
- La répartition des crédits ciblés ;
- L'analyse du nouveau cadre national de gestion PSOC;
- Les revendications de la répartition des sommes non utilisées du deuxième fonds d'urgence PSOC pour combler les be soins des organismes communautaires jusqu'en mars 2021

Comité régional de concertation cinq CIUSSS/organismes communautaires : 8 rencontres

- L'état de situation à la suite du confinement ;
- Une demande de support pour la mise en place de répit;
- Une demande de remise en place des répits offerts par les CIUSSS;
- Une voie de communication pour orienter les familles vers les services essentiels des CIUSSS;
- L'assurance responsabilité des organismes communautaires ;
- L'état de situation du déconfinement ;
- La révision du programme soutien à la famille (SAF);
- Le rapport de recherche « Les besoins des parents d'enfants handicapés »;
- Le bilan des deux années de fonctionnement ;
- Les points prioritaires retenus :
 - o Le manque de transparence ;
 - o Le manque de confiance de part et d'autre ;
 - o Le besoin d'un modérateur lors de discussions de fond.

Comité des représentantes au comité régional de concertation : 7 rencontres

- La priorisation et l'élaboration des enjeux à apporter au comité ;
- La préparation et la stratégie du comité ;
- Le bilan des activités du comité régional de concertation.

<u>Service régional des activités communautaires et de l'itinérance</u> : 3 courriels

- L'accès aux équipements de protection individuelle (ÉPI);
- L'accès aux Brigades par les organismes offrant des activités estivales ;
- L'accès aux ÉPI et Brigades lors de la reprise des activités.

Comité de travail spécial Vaccination DI-TSA (création 15 mars 2021): 4 rencontres

- Les défis et enjeux particuliers pour les personnes présentant une DI ou un TSA;
- Les accommodements nécessaires à l'accessibilité universelle et facilitateurs de la vaccination des personnes vivant avec une DI ou un TSA :
 - o Minimiser les stations d'identification pour raccourcir le corridor entre l'accueil, l'injection et la sortie
 - o Avoir une salle fermée, à part des grandes salles ;
 - o Avoir du personnel spécialisé présent sur place ;
 - o Avoir des gardiens de sécurité qui, s'ils ne sont pas formés, au moins sensibilisés aux besoins particuliers ;
 - o La nécessité de rendre accessible la compréhension du consentement et promouvoir le fait d'en avertir l'usager ou le proche dès la prise de rendez-vous ;
 - o L'adaptation des outils d'information.
- La demande d'outils adaptés pour la préparation à la vaccination, le déroulement et le consentement :
 - Des scénarios sociaux dans les grands centres de vaccination de masse;
 - o De l'information adaptée sur la vaccination en général;
 - o De l'information adaptée sur la vaccination COVID-19;
 - o De l'information adaptée pour préparer la personne en amont.
- La mise en place d'un outil d'informations sur les accommodements disponibles par site de vaccination sur le territoire montréalais, diffusé les lundis de chaque semaine ;
- Faire de la sensibilisation sur la nécessité de bien arrimer le niveau de littéracie des communications officielles avec le public ciblé par la communication ;
- Des communications conjointes sur le déroulement et la mise à jour de la vaccination DI-TSA et le partage d'informations sur la coordination de la priorisation régionale obtenue le 6 avril 2021.



<u>Cellule de crise camps de jour et activités estivales :</u> 32 rencontres et activités de consultation, de concertation et de représentation

1. La mise en place d'un comité d'urgence des camps de jour en collaboration et co-coordination avec Alter Go. Ce comité ayant pour mandat de faire une vigie de dossiers (décrets, consignes, applications et mesures sanitaires, etc.), d'établir un état de la situation des besoins des personnes et des familles mis à jour régulièrement, ainsi que l'identification de possibles pistes de solutions.

Résumé des travaux :

- Trois réunions de travail avec les membres du CRADI (participation entre huit et quinze membres) ;
- Cinq réunions de travail préparatoires avec Alter Go et des organismes qui offrent des camps de jour spécialisés ou qui intègrent des participantEs avec des limitations fonctionnelles;
- Trois réunions de travail avec Alter Go, deux des CIUSSS, une représentante des arrondissements de Montréal, trois organismes DI-TSA et trois organismes en déficience physique (DP);
- Deux sondages sur les enjeux et les freins à l'organisation des camps de jour 2020 de Montréal;
- Une élaboration de pistes de solutions.
- 2. La mise sur pied de la Cellule de crise Camps de jour de Montréal, qui deviendra la Cellule de crise sur les activités estivales de Montréal, reconnaissant ainsi les programmations estivales alternatives. Elle est constituée de Alter Go, la Ville de Montréal, la DRSP de Montréal, une représentante des camps de jours spécialisés et des organismes communautaires (OC) en déficience physique (DP), le CRADI, une représentante des 5 CIUSSS et une représentante des arrondissements. Résumé des travaux :
- Dix-huit rencontres au total;
- Un état de la situation des acteurs du milieu ;
- Une demande de bonification des fonds et des subventions au financement des camps de jour et des activités estivales;
- Les définitions des enjeux (assurances, ÉPI, ressources humaines, programmations et activités possibles, lieux publics accessibles, installations sanitaires, etc.);
- Une rencontre avec le service régional :
 - Pour présenter les enjeux, les besoins et les pistes de solutions des camps de jour;
 - Pour discuter de la mise en place du processus d'accès des ÉPI et des masques à fenêtres.
- Une interpellation écrite du premier ministre et des ministres concernés (MÉES, MSSS, ministère de la Famille, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation) pour échanger sur les enjeux, les solutions possibles et la nécessité de bonifier le financement des camps;
- Une interpellation écrite de la mairesse de Montréal et de la directrice générale de l'OPHQ sur les enjeux et les solutions possibles :
 - o Une intégration de l'OPHQ à la Cellule.
- Une demande d'intervention à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) à la suite de la diffusion de leur avis au ministre de l'Éducation ;
- Une rencontre avec la ministre responsable de la région de Montréal ;
- Une présentation des enjeux (manque de locaux, de personnel, de matériel, etc.);
- Une représentation des besoins financiers ;
- Une discussion et une représentation médiatique ;
- Le bilan de la saison 2020 voir le bilan en annexe 1.

Table de concertation sur l'accessibilité universelle des transports collectifs de l'Île de Montréal : 12 rencontres

- Deux rencontres avec la STM sur le port du masque et l'application ainsi que l'interprétation des différents décrets sur l'obligation du port du masque ou du couvre-visage dans les transports en commun et dans les transports adaptés ;
- Cinq rencontres avec la Table des transports ;
- Cinq rencontres avec le Comité Associatif Accessibilité Universelle (CAAU) de la STM;
- Une lettre au premier ministre concernant le transport adapté en temps de COVID ;
- Une lettre sur la pandémie et le réaménagement urbain ;
- Une rencontre de travail sur l'ébauche du Guide des plaintes des usagers du transport adapté ;
- La préparation pour l'Évaluation de l'accessibilité universelle du réseau régulier STM (en cours : voir le cahier des Orientations 2021-2022) ;
- La fin du dossier sur la Loi concernant le transport rémunéré des personnes.

Mouvement PHAS: 16 rencontres

- Le grand comité PHAS : il s'agit du comité de concertation d'organismes communautaires de base et de quelques re groupements du Grand Montréal sur les défis et les enjeux de l'accès aux services de santé et de services sociaux pour les personnes vivant avec un handicap :
 - o Nous avons participé à cinq rencontres sur dix.
- Le comité de mobilisation :
 - o Nous avons participé à quatre rencontres sur neuf ;
 - o La campagne « Nous sommes et nous voulons »;
 - o La campagne de vignettes #oncraque ;
 - o La journée internationale des personnes handicapées : action virtuelle et campagne d'affichage de rue.
 - o La facilitation du tournage d'une vidéo promotionnelle pour le comité.
- Le comité préparatoire au Forum sur l'hébergement et le soutien à domicile prévu en septembre 2021 :
 - o Le CRADI a participé à quatre rencontres sur six du comité;
 - o Trois rencontres sur les activités pré-forum pour les personnes hébergées DI-TSA;
- o L'activité pré-forum du 10 mars 2021 : un franc succès.

Salon DI-TSA 18 ans et plus : Quoi faire après le parcours scolaire : 3 rencontres

Annulation à contrecœur de l'édition 2021.
 (Édition 2022 dans le cahier d'orientations 2022)

Centraide Montréal: 1 rencontre

Une rencontre sur les critères d'attribution du fonds d'urgence fédéral pour les organismes communautaires géré par Centraide.



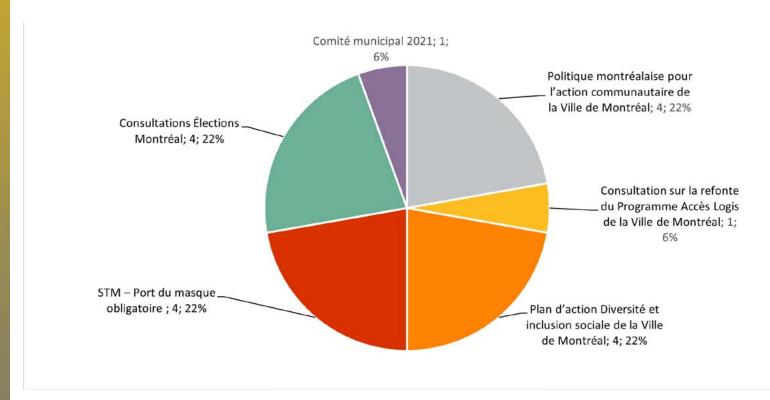
Collectif Accessibilité Universelle (AU): 8 rencontres

Le Collectif Accessibilité Universelle (AU) est un espace collaboratif réunissant des acteurs qui travaillent à atteindre l'accessibilité universelle à l'échelle du Grand Montréal¹.

Dans le cadre de notre présence au Collectif AU, nous avons assuré une représentation des enjeux et des besoins des personnes vivant avec une DI ou un TSA en matière d'accessibilité universelle. Nous portons particulièrement les enjeux d'accessibilité universelle au niveau des communications, donc de leur adaptation, d'une meilleure compréhension des niveaux de littéracie, etc.

- Une participation à la 4e et 5e Journée du Collectif AU;
- La campagne de sensibilisation pour les municipalités :
 - o Quatre rencontres pour le comité Message commun ;
 - o Deux rencontres pour le comité Représentations publiques.

Activités Ville de Montréal : 18 activités



Description du graphique : L'image montre un graphique circulaire sur les activités du CRADI en lien avec la Ville de Montréal. Il est en six parties : la politique montréalaise pour l'action communautaire de la Ville de Montréal, des consultations portant sur Élections Montréal, le port du masque obligatoire de la STM, le Plan de Diversité et inclusion sociale de la Ville, le comité municipal et la consultation sur la refonte du Programme Accès Logis. Quatre activités ont nécessité quatre rencontres (22%, respectivement), alors que les deux autres n'ont nécessité qu'une seule action chacune (6%, respectivement). Ces travaux sont discutés avec plus amples détails ci-dessous.

Politique montréalaise pour l'action communautaire de la Ville de Montréal : 4 activités

- Le dévoilement des recommandations de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise sur la Politique ;
- L'analyse du document de recommandations de la Politique ;
- L'adoption des recommandations par la Commission;
- La représentation lors du dépôt des recommandations;
- La présentation d'une mise à jour du dossier aux membres en janvier 2021 (adoption prévue : printemps 2021).

Consultation sur la refonte du Programme Accès Logis de la Ville de Montréal (métropole) : 1 rencontre

- Des consultations en amont de la rédaction du nouveau Plan d'action de la Ville de Montréal, prévu originellement pour l'automne 2020 ;
- L'avortement, sans préavis, pendant les présentations initiales, de la démarche de consultation ;
 - o La mise en attente des participants et participantes jusqu'au 28 janvier 2021.
- Le CRADI était présent à la première de deux rencontres sur une nouvelle démarche de bonification d'un Plan d'action, déjà rédigé (9 février 2021);
- Il y a eu rencontre des déléguées des regroupements de Montréal pour discuter du calendrier proposé lors des premières rencontres ;
 - o Le constat est unanime : impossible pour nous de tenir une consultation de nos membres dans des délais si courts (15 février 2021).
- Unanimement, les regroupements écrivent aux représentants de la Ville pour décliner l'invitation tout en précisant les conditions minimales nécessaires à notre participation représentative ;
 - o Nous assurons notre enthousiasme à participer au comité de suivi (16 février 2021).
- À la suite de notre lettre, Nathalie Goulet, responsable de l'inclusion sociale, des sports et loisirs, de la condition féminine, de l'itinérance et de la jeunesse demande à nous rencontrer, ce que nous faisons pour réaffirmer notre volonté de participer au mécanisme de suivi du Plan d'action et d'expliquer les conditions minimales nécessaires à notre participation (11 mars 2021).

STM - Port du masque obligatoire : 4 rencontres

- Une vigie de l'application des décrets 810, 813 et 885 et de la lettre du Directeur de la Santé publique du 21 juillet 2020 ;
- Une interpellation des regroupements nationaux sur les impacts de ces décrets sur les personnes que nous représentons;
- Deux réunions avec la STM et RUTA Montréal sur les rencontres préparatoires;
- Une interpellation des ministères concernés par l'application des décrets ;
- L'opposition à la systématisation de la demande de billets médicaux pour faire reconnaître le droit à l'exemption du port du masque obligatoire ;
- Une interpellation pour une meilleure communication avec les usagers et usagères du transport adapté.

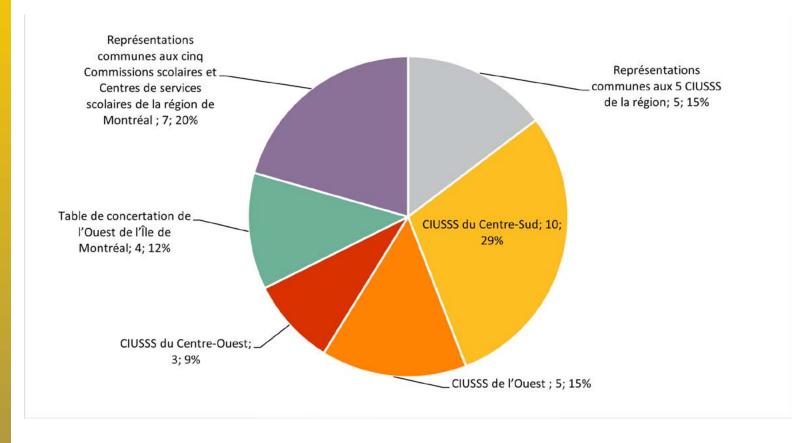
Consultations Élections Montréal : 4 rencontres

- Des consultations d'évaluation des outils de formation à l'intention du personnel de scrutin ;
- Consultation auprès de cinq membres pour évaluation :
 - Nous avons reçu de chaleureux remerciements pour la qualité de notre participation à la consultation.
- Une discussion sur les possibilités du vote postal pour les élections municipales;
- Nous attendons concrètement le scénario et la capsule vidéo pour voir si nos représentations ont porté leurs fruits.
 - o Nous sommes toujours en contact avec Élections Montréal.

Comité municipales 2021 : 1 rencontre

- La mise sur place d'un comité de travail commun et préparatoire aux élections municipales ;
- Une prochaine collaboration entre Ex Aequo, RUTA Montréal, Alter Go et le CRADI. (Voir le Cahier d'orientations 2021-2022)

Activités locales: 34 activités



Description du graphique : L'image présente un graphique circulaire illustrant les activités auxquelles le CRADI a participé lors de la dernière année. Il se divise en six sections : représentations communes aux cinq Commissions scolaires et centres de services scolaires de la région de Montréal (7 activités, 20%); représentations communes aux cinq CIUSSS de la région (5 activités, 15%); Table de concertation de l'Ouest de l'Île de Montréal (4 activités, 12%); CIUSSS du Centre-Ouest (3 activités, 9%); CIUSSS de l'Ouest (5 activités, 15%) et CIUSSS du Centre-Sud (10 activités, 29%).

Représentations communes aux 5 CIUSSS de la région : 5 activités

- Des demandes de renseignements concernant l'état des services à la suite du confinement;
- Des demandes hebdomadaires de la situation des personnes hébergées;
- Des demandes de renseignements concernant les services de répits mis en place ;
- Trois interventions en lien avec les droits de visites et de sorties des personnes hébergées;
- Une demande de planification des services pour l'été et l'automne 2020 ;
- Des détails sur l'impact du délestage du personnel affecté aux services en DI-TSA;
- Des détails sur les services de répit à domicile et le soutien à la famille ;
- Un état de situation sur le processus de déconfinement des services offerts par les CIUSSS;
- Une priorisation de la vaccination des personnes de 18 ans et plus hébergées et non-hébergées.

CIUSSS du Centre-Sud: 10 activités

- De l'accès aux services de répit ;
- Plusieurs communications et appels de suivis aux familles ;
- Une évaluation des besoins des familles et des personnes ;
- Que les personnes aient accès à leurs proches aidants lors du déconfinement ;
- La situation des personnes hébergées lors du confinement ;
- La situation des services de répit ;
- Les mouvements du personnel et absences des intervenants pivots ;
- La priorisation de la reprise des activités de jour ;
- La situation vécue aux soins intensifs de l'Hôpital Notre-Dame;
- L'état des personnes hébergées et demande d'un programme pour éviter leur déconditionnement ;
- L'augmentation des coûts du loyer pour les personnes de quatre résidences à assistance continue (RAC).

CIUSSS de l'Ouest : 5 activités

- Que les personnes aient accès à leurs proches aidants lors du déconfinement;
- La situation des personnes hébergées lors du confinement ;
- La priorisation de la reprise des activités de jour ;
- Une rencontre avec la direction adjointe sur l'ensemble des services ;
- Une rencontre avec la coordination des services d'hébergement.

CIUSSS du Centre-Ouest : 3 activités

- Que les personnes aient accès à leurs proches aidants lors du déconfinement;
- La situation des personnes hébergées lors du confinement;
- La priorisation de la reprise des activités de jour.

Table de concertation de l'Ouest de l'Île de Montréal : 4 rencontres

- Un état de situation pour l'ensemble des membres ;
- Les règlements et le fonctionnement de la Table.

Représentations communes aux cinq Commissions scolaires et Centres de services scolaires de la région de Montréal : 7 activités

- Des demandes de précision d'informations concernant la fermeture des services;
- Des demandes de clarification ou d'application des mesures et décrets;
- Une mise de l'avant des difficultés et des besoins des élèves et des familles ;
- Une proposition de pistes de solutions.



Représentations auprès des élus : 15 activités

Il est question ici des représentations faites à des éluEs de tous les paliers du gouvernement qui ne sont pas affectéEs à un ministère mentionné plus haut.

Activités Fédérales:

• L'envoi d'une lettre conjointe aux députés fédéraux de Montréal en lien avec l'utilisation de fondations privées pour attribuer des fonds d'urgence fédéraux aux organismes communautaires.

Activités provinciales :

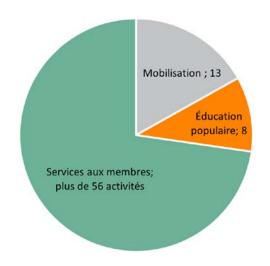
- Nous avons interpellé des partis d'opposition par les porte-paroles des dossiers et ministères qui nous concernent, ainsi que des élues des circonscriptions concernées par des situations particulières.
 - o Les thèmes abordés :
 - Le soutien à la famille ;
 - L'absence de service de répit ;
 - L'éducation et accès aux activités scolaires ;
 - Le délestage et le retrait des services du RSSS;
 - Le port du masque obligatoire ;
 - La situation aux soins intensifs de l'Hôpital Notre-Dame ;
 - La priorisation de la vaccination.

Activités municipales :

• Le CRADI a eu une rencontre avec Nathalie Goulet, responsable de l'inclusion sociale, des sports et loisirs, de la condition féminine, de l'itinérance et de la jeunesse pour lui faire un portrait de la situation des organismes communautaires membres en lien avec le confinement.



Vie associative - 112 activités et plus



Description du graphique : L'image présente un graphique circulaire des différentes activités de vie associative auxquelles le CRADI a participé lors de la dernière année. Nous comptons donc 13 activités de mobilisation, 8 d'éducation populaire et plus de 56 activités de services aux membres. Ce nombre n'est pas exact puisque nous ne pouvons pas tous les dénombrer, tel qu'expliqué plus bas. Nous pouvons par contre garantir qu'il y a eu plus de 112 activités dans ce secteur.

Mobilisation: 13 activités

Activités de mobilisation

- La participation à la campagne « Nous sommes et nous voulons » du Mouvement PHAS;
- La participation à la campagne de vignettes #oncraque du Mouvement PHAS;
- La rédaction du guide d'action web pour la mobilisation de la Journée internationale des personnes handicapées;
- La participation à la mobilisation web de la Journée internationale des personnes handicapées;
- La campagne Des Obstacles à l'année de CODDPSH;
- Le Collectif AU :
 - o La participation aux Journées du Collectif AU;
 - o La préparation de la campagne de sensibilisation à l'AU;
- Une campagne de courriel et de courrier aux éluEs sur la priorisation vaccinale DI-TSA : une mobilisation sans précédent (voir la Lettre aux parents publiée dans l'InfoCRADI et l'infolettre du PARDI)

Pétitions et cosignatures de lettres :

- La lettre ouverte : Le système québécois mis en échec (RÉCIF)
- Le manifeste de la défense collective des droits (RODCD)
- Le rendez aux familles épuisées... (PARDI)
- La campagne Mettez-vous à leurs places (PARDI-PHAS)

Éducation populaire: 8 activités

- L'analyse, la contextualisation et l'explication de l'information contenue dans les différentes directives et consignes ministérielles, régionales, etc. ;
- L'analyse, la contextualisation et l'explication de l'information contenue dans les différents décrets et arrêtés ministériels ;
- La présentation du nouveau Cadre de gestion national PSOC aux membres;
- La rédaction du Petit Guide pour écrire aux députés de l'Assemblée nationale (voir le Petit guide en annexe);
- La démonstration des différents niveaux de littéracie et la promotion des communications de niveau de littéracie inférieur à celui utilisé par les CIUSSS pour mieux communiquer avec les usagers et usagères ;
- La mise en valeur de l'importance pour les familles, les proches et les intervenantEs d'avoir accès à des scénarios sociaux de qualité pour faciliter la vaccination des personnes vivant avec une DI ou un TSA par la collaboration à la préparation de certains adaptés ;
- La rédaction et la diffusion du premier portrait exhaustif des membres du CRADI; (Voir le document *Qui sommes-nous?* en annexe)
- La promotion de l'utilisation d'un vocabulaire adéquat pour décrire les personnes vivant avec une DI ou un TSA dans les médias par la diffusion de l'outil de la Société québécoise de la déficience intellectuelle. (Voir l'outil en annexe)

Services aux membres : + de 56 activités

Activités de concertation et comités : 21 activités

Soutien à la Famille (SAF) sous le leadership de SPPH: 5 rencontres

- o L'état de la situation ;
- o Les interventions en lien avec la révision du programme (accès et mise en place);
- o L'élaboration du sondage sur les suivis psychosociaux ;
- o Une lettre ouverte (9 juillet 2020);
- o Des échanges sur les difficultés vécues par les familles qui n'ont plus de répit ;
- o L'identification des besoins des familles et des pistes de solution ;
- o Le CRADI a été cosignataire d'une lettre au MSSS.

• Concertations ad hoc COVID-19: 10 rencontres

o Répit: 4 rencontres

Ce comité a pour mandat de faire une vigie de dossiers (décrets, consignes, applications et mesures sanitaires, etc.) et un état de la situation et des besoins des personnes hébergées, mis à jour régulièrement, ainsi que l'identification de possibles pistes de solutions.

- Il a la participation d'entre 7 et 16 membres par rencontre ;
- Il a interpellé le ministre Lionel Carmant et il y a eu échanges entre le cabinet et le CRADI :
 - Une mise de l'avant des difficultés et la détresse vécues par les familles et les personnes ;
 - Une proposition de pistes de solutions afin de faciliter la mise en place de services de répit pendant la pandémie.
- Une interpellation des CIUSSS de Montréal et échanges :
 - Des recherches de compléments d'information ;
 - Des questions sur les détails d'application des services essentiels.
- Une rencontre avec le Service régional sur la mise en place du processus d'accès aux équipements de protection individuelle (ÉPI) pour le répit ;
- Des communications avec les médias (Radio-Canada et le Journal Métro);
- Le CRADI a offert de l'accompagnement aux organismes membres proposant des services de répit.

o **Hébergement: 2 rencontres**

Le comité hébergement a modifié son agenda en réponse à la COVID-19 pour pouvoir se pencher sur des situations vécues ou pouvant être vécues dans ce contexte particulier, tel que le confinement total des personnes hébergées, les transferts entre les milieux hospitaliers et les milieux de vie, etc.

Il s'agit d'une orientation temporaire, et le comité sera de retour à ses activités normales dès que la situation le permettra. Ce comité temporaire a pour mandat de faire une vigie de dossier (décrets, consignes, applications et mesures sanitaires, etc.), d'élaborer un état de la situation et des besoins des personnes hébergées mis régulièrement à jour, ainsi que l'identification de possibles pistes de solutions.

- Il a la participation de trois membres et du Comité PHAS;
- Une lettre au Curateur Public a été écrite ;
- Il a interpellé un curateur et fait des échanges relatifs à des dossiers précis (personnes ou situations) concernant les visites en RI-RTF et RAC ;
- Le comité a interpellé le ministère de la Santé et des Services sociaux concernant la définition de proche aidant et les accès aux visites et aux sorties de ceux-ci.

o Éducation: 4 rencontres

Ce comité ayant pour mandat de faire une vigie de dossier (décrets, consignes, applications et mesures sanitaires, etc.) et un état de la situation et des besoins des élèves et des familles mis à jour régulièrement ainsi que l'identification de possibles pistes de solutions.

- Il peut compter sur la participation de quatre membres ;
- Il y a eu interpellations du ministre de l'Éducation et des échanges avec le sous-ministre;

GAIN : ouverture des écoles spécialisées de Montréal

- Il y a eu interpellations des Commissions scolaires de la région de Montréal et des échanges avec les représentants;
- Il y a eu une interpellation des porte-paroles en matière d'Éducation des oppositions ;
- Le comité a offert des propositions de questions pour le ministre (à demander en Commission ou en période de questions).

Soutien aux membres et activités : + de 35 activités

- Café-discussion: 3 rencontres
 - o Café-discussion 1 : COVID, 14 semaines, déjà
 - o Café-discussion 2 : 2020, un été pas ordinaire
 - o Café-discussion 3 : L'automne et son lot de questions

Rencontres thématiques : 8 rencontres

- o Un état de situation à la suite du confinement (directives, consignes et autres);
- o Une mise à jour des directives gouvernementales aux reprises des activités ;
- o Des rencontres sur les relations organismes communautaires/CIUSSS centre-Sud;
- o Un premier portrait des membres du CRADI Qui sommes-nous? (21 membres présents) ;
- o Le nouveau Cadre de gestion national PSOC et la Politique de reconnaissance (22 membres présents);
- o Une rencontre sur la démarche CS tenue le 18 février 2021 (13 membres présents);
- o Une rencontre sur la vaccination (7 membres présents).

Situations particulières aux membres : 24 rencontres pour 13 membres

- o La reconnaissance des organismes communautaires par le réseau SSS;
- o Les situations particulières en lien avec des personnes ou des familles ;
- o Des rencontres de nouvelles directions ;
- o Des situations conflictuelles entre les organismes et les CIUSSS;
- o Les camps de jour et les camps locaux ;
- o La relation avec les ressources intermédiaires ;
- o Le développement de services ;
- o Des informations et explications de différentes directives et consignes ;
- o Des informations et explications de différents décrets ;
- o Des rencontres d'informations et de support aux parents membres ;
- o Des redditions de comptes ;
- o Le CRADI a offert du soutien à trois assemblées générales annuelles.

Veille médiatique et vigie : ne peuvent être dénombrés

- o Tous les points de presse fédéraux, provinciaux et régionaux en lien avec l'urgence sanitaire afin de pouvoir bien informer les membres ;
- o Toutes les commissions pouvant avoir un lien avec nos personnes et leurs familles, nos enjeux ou nos dossiers ;
- o Toutes les directives, consignes, outils et informations :
 - Lecture, résumés très succincts, partage de l'information par courriel, réponses aux questions, soutien aux membres.
- o Tous les communiqués de presse du MSSS et de tous les ministères en lien avec l'exercice de notre mission.

Activités médiatiques, de communication et de recherche

Entrevues médias : 13 activités

- Radio-Canada radio
- Radio-Canada télé
- CBC News
- Global News
- Le Devoir
- La Presse
- The Gazette
- Le Journal Métro



Thèmes abordés:

- L'absence de services de répits et activités de jour et leurs impacts ;
- La priorisation de la vaccination;
- L'état des personnes hébergées ;
- La situation des familles et des personnes à la suite de la fermeture des services de jour, de suivis et autres;
- La détresse et isolement vécues par les personnes et les familles ;
- Le fonds d'urgence COVID-19 public, géré par les Fondations privées ;
- Les impacts des pertes des services pour les personnes et les familles ;
- Le décès d'une personne aux soins intensifs de l'Hôpital Notre-Dame ;

Réseaux sociaux

Le CRADI a partagé beaucoup d'informations pertinentes lors de la dernière année, que ce soit pour nos organismes membres,



leurs membres ou bien ceux et celles qui suivent notre page Facebook parce qu'ils souhaitent se tenir au courant des hauts et des bas du réseau communautaire montréalais en DI-TSA.

En tout, nous avons communiqué avec vous par le biais de notre page plus de 700 fois. Sans prendre en compte les nombreux articles d'actualité et les infolettres de nos membres que nous avons partagés, voici en quoi consistait notre fil d'actualité Facebook en 2020-2021 :

Nous avons partagé avec la communauté :

- 68 événements ;
- 5 pétitions ;
- 45 lettres ouvertes ;
- 93 informations à la population générale (aux personnes vivant avec une DI ou un TSA, leur famille ou tout autre membre de la société);
- 70 informations dirigées aux organismes communautaires.

Recherche CRIR/AlterGo/CRADI

À la suite d'une activité où la personne qui faisait une présentation utilisait des pronoms non genrés et des mots comme ombudspersonne en remplacement d'ombudsman, nous nous sommes questionnés sur le croisement entre la rédaction épicène et les communications adaptées ou simplifiées.

Alter Go et le CRADI se sont réunis pour réfléchir à un projet de recherche sur la réponse cognitive des personnes bénéficiant d'une adaptation des communications aux nouveaux langages (pronoms non genrés, forme de féminisation plus complexe, etc.). Nous devons développer un projet qui permettrait une approche scientifique, de là l'importance d'avoir rencontré le CRIR dès le début.

Deux rencontres;

24

• Nous avons choisi de prendre le temps de travailler sur un projet complet en comprenant mieux les bases d'un projet de recherche scientifique et ainsi pensé développer une demande de subvention en 2022.

Annexes

Cliquez sur le titre ou sur l'image de l'annexe pour consulter ou télécharger le document.

Annexe 1 Bilan de la cellule de crise



Annexe 2 Lettre aux parents



Montréal, 3 mai 2021

Aux parents de personnes vivant avec une déficience intellectuelle ou un trouble de l'autisme de Montréal, $\,$

Il y a une semaine, le ministre de la Santé et des Services sociaux annonçait la priorisation vaccinale des personnes vivant avec une déficience intellectuelle et un trouble du spectre de l'autisme à la grandeur du territoire de la province. D'emblée, avouons-le, le terme priorisation est utilisé ici pour la forme puisque cette priorisation aura duré entre 48 et 60 heures selon la méthode de calcul utilisée. Cependant, à Montréal, cette priorisation était déjà en cours dans les 5 CIUSSS depuis le 6 avril dernier, date à laquelle le comité de vaccination de Montréal a donné son aval à la priorisation des personnes Di-TSA de 18 ans et plus résidant sur l'île de Montréal. Ce OK officiel lançait une grande campagne d'appels des personnes usagères et de leurs proches et nous accordait enfin ce qu'aucune autre région n'a réussi à obtenir.

Une grande question persiste : pourquoi ?

Pour nous une seule réponse s'impose : la grande mobilisation de tous les acteurs du milieu montréalais ! Le 2 février dernier, le CRADI rendait disponible son *Petit guide pour écrire à son député*, un outil qui présentait nos revendications de priorisations de vaccination et qui soutenait les citoyennes et citoyens qui voulaient interpeller leurs élus pour leur demander de soutenir nos demandes. Ce guide, apprécié de plusieurs, a même fait du chemin dans d'autres organismes communautaires et dans d'autres secteurs d'activités.

Il est donc temps de rendre à César ce qui lui revient et de vous remercier chaleureusement pour votre participation que nous qualifinos d'historique! Une campagne de revendications aussi précise, aussi primordiale que celle que nous avons menée n'a de chance de réussir que si ET SEULEMENT SI vous, les parents, les proches, les familles vous vous mobilisez avec nous!

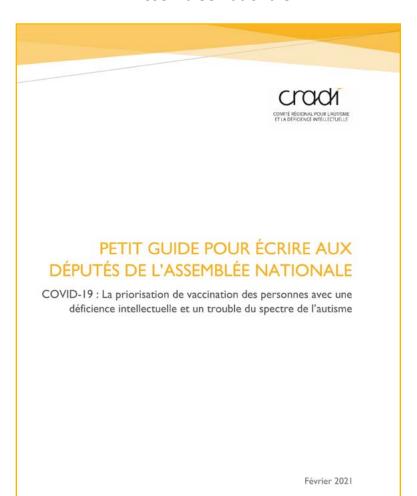
Si au Québec, le printemps est signe de grisaille, à Montréal, en 2021, il a plu des courriels !

Merci à vous. Merci de votre patience, de votre confiance, de votre volonté et de votre engagement. Vous êtes au cœur de notre travail.

Au CRADI, la défense des droits, c'est ensemble que ça se passe !

6365, rue de Saint-Vallier, Montréal, QC H2S 2P6 www.cradi.com - 514 255-8111

Annexe 3 Petit guide pour écrire à son député de l'Assemblée nationale



Annexe 4 Qui sommes-nous ? portrait des membres du CRADI

Rapport synthèse Les OC et leurs responsabilités Table des matières Introduction .5 Section 1. Commentaire général sur les associations .7 1.1 Rappel historique .7 1.2 Contexte en changement, tendances .11 Section 2. Les OC et leurs services .18 2.1 Tableau général, vue d'ensemble .18 2.2 Activités d'aide et d'entraide pour les familles .19 2.2.1 Historique et contexte .19 2.2.2 Analyse des données .20 2.2.3 Résumé et commentaires .24 2.3.1 Contexte .24 2.3.1 Contexte .25 2.3.2 Analyse des données : .26

Annexe 5 Le bon emploi des mots de la SQDI

DES MOTS

Les médias, les humoristes, les personnalités publiques et politiques sont des acteurs porteurs d'idées, de réflexions et de changements fort importants, jouant un rôle ultime dans notre société.

Alors que les mots doivent être pesés et soigneusement choisis chez les professionnels de la communication, ces mots ont une valeur toute aussi cruciale pour les personnes ayant une déficience intellectuelle.

Pourquoi? Parce que les mots sont les reflets de ce que l'on pense, ils véhiculent et entretiennent très souvent les préjugés.

La Société québécoise de la déficience intellectuelle a pensé transmettre aux acteurs du milieu des communications, cet outil linguistique.

La déficience intellectuelle **est un état** et non une maladie. Les personnes ne souffrent donc pas de la déficience intellectuelle; elles n'en sont pas « atteintes ».

Elles présentent, ou elles ont, une déficience intellec-

De plus, la limitation ne définit pas la personne. Elle est bien plus « qu'une handicapée intellectuelle ». Oui, elle a une limitation fonctionnelle, mais elle est avant tout une personne. Elle a un prénom, elle a des envies, des rêves et des sentiments. Elle est une personne en situation de handicap intellectuel.

LA DÉFICIENCE INTELLECTUELLE N'EST PAS UN PROBLÈME DE SANTÉ MENTALE

Il importe de ne pas confondre la déficience intellectuelle, qui est un état, avec un problème de santé mentale, qui est une maladie. Ce sont deux choses différentes qui peuvent coexister chez certains individus. Comme pour toute autre personne, celles qui ont une déficience intellectuelle peuvent être affectées par des troubles psychologiques tels les troubles émotionnels, comportementaux, affectifs, anxieux et de personnalité. Cette coexistence ne se retrouve cependant pas systématiquement chez les personnes ayant une déficience intellectuelle.

DÉFICIENCE INTELLECTUELLE ET TROUBLE DU SPECTRE DE L'AUTISME

La déficience intellectuelle peut coexister avec d'autres conditions. Des personnes présentant une déficience intellectuelle peuvent en même temps vivre avec un trouble du spectre de l'autisme, avec la paralysie cérébrale, avoir un trouble déficitaire de l'attention, faire de l'épilepsie, etc.

Déficience intellectuelle :

www.sqdi.ca/fr/sinformer/questions-frequentes

Trouble du spectre de l'autisme : www.autisme.qc.ca/tsa.html



LES MOTS ET EXPRESSIONS À RETIRER DU VOCABULAIRE

- Une personne ATTEINTE de déficience intellectuelle
- Une personne SOUFFRANT de déficience intellectuelle
- Un handicapé intellectuel
- Une personne atteinte d'un handicap intellectuel
- Un déficient intellectuel
- Un handicapé mental
- Un mongol
- Un retardé ou un retardé mental
- Un débile
- Un arriéré ou un arriéré mental
- Un malade mental

USAGE À PRIORISER

 Personne AYANT une déficience intellectuelle

PEUVENT ÉGALEMENT ÊTRE UTILISÉS :

- Personne PRÉSENTANT une déficience intellectuelle
- Personne VIVANT avec une déficience intellectuelle



3958, rue Dandurand Montréal (Québec) H1X 1P7 Téléphone : 514 725-7245

sqdi.ca

Annexe 6

Complément d'information sur l'organisme et ses comités

Membres du Conseil d'administration

Marc-Aurèle Quintal (SOS) Chentale de Montigny (Compagnons de Montréal) Philippe Massé (parent et SPPH) Marie-Josée Dodier (parent et S. R. Chez-soi) Sylvie Alarie (parent et L'Arche de Montréal) Président Vice-présidente Trésorier Secrétaire Administratrice





































































Les membres du CRADI

- ADMI Montréal
- Association de Montréal pour la déficience intellectuelle (AMDI)
- Autisme Montréal
- AVATIL inc.
- Centre au Puits
- Centre Communautaire Radisson
- Centre Didache
- Comité des usagers du Centre Miriam
- Comité des usagers du programme DI-TSA du CIUSSS du Centre-Sud-del'Île-de-Montréal
- Compagnons de Montréal
- Corporation L'Espoir
- Espace Multisoleil
- J'me fais une place en garderie
- La Gang à Rambrou
- La Joie des enfants (Montréal) inc.
- La maison de répit la Ressource
- L'Arche Montréal
- L'Archipel de l'Avenir
- Les Jumeleurs/Espace communautaire
- Les Muses
- Maison répit Oasis inc.
- Parents pour la déficience intellectuelle (PARDI)
- Parrainage civique Montréal
- Regroupement des Usagers du Transport Adapté et accessible de l'île de Montréal (RUTA Montréal)
- Regroupement pour la Trisomie 21
- Rêvanous
- Sans oublier le sourire
- Services résidentiels Chez-Soi
- Société québécoise du syndrome d'Angelman
- Solidarité de parents de personnes handicapées (SPPH)
- Un Prolongement à la Famille de Montréal
- Utopie créatrice
- WIAIH

Comités internes

Comité régulier Responsabilités Réseau SSS/ organismes communautaires

Thérèse Colin, animatrice contractuelle Sylvie Tremblay, AMDI Julie Champagne, Autisme Montréal Thérèse Chapdelaine, Archipel de l'Avenir Marjolaine St-Jules Rêvanous/ Karine Boivin Delphine Ragon, PARDI Gabriel Guindon Bergeron, SOS Mathieu Francoeur, PHAS

Comité des représentantes du comité régional de concertation des cinq CIUSSS/OC

Carolyne Lavoie, SPPH
Karine Boivin, Rêvanous,
Caroline Langevin, Corporation Espoir
Suzanne Beaulieu, Gang à Rambrou
Nathalie Boulet, Autisme Montréal
Carmela De Lisi, AVATIL
Delphine Ragon, PARDI

Comité Ad Hoc Répit:

Maritza Ferrada Maison répit la Ressource
Isabelle Perrin Comité des usagers CS
Sylvie Tremblay AMDI
Carolyne Lavoie SPPH
Julie Champagne Autisme Montréal
Lyne Charlebois WIAIH
Delphine Ragon PARDI
Yanet Tores Maison répit Oasis
Suzanne Beaulieu La Gang à Rambrou
Caroline Langevin Corporation Espoir
Julie Archambault ADMI
Karine Boivin Rêvanous
Marianne Dupéré SOS
Sophie Dubé, Société québécoise du syndrome Angelman
Jo-Ann Arvey, Centre Communautaire Radisson

Comité Ad Hoc Éducation

Isabelle Perrin Comité Usagers Delphine Ragon PARDI Julie Champagne Autisme Montréal Carolyne Lavoie SPPH

Comité Ad hoc Camps de jour :

Julie Archambault ADMI
Lyne Charlebois WIAIH
Renaud Judic AMDI
Tracey, WIAIH
Caroline Langevin, Corp. Espoir
Delphine Ragon, PARDI
Véronique Couture, Prolongement à la famille
Caroline Lévesque, La joie des enfants
Sarah Laurence, Espace Multisoleil
Maritza Ferrada Maison répit la Ressource

Comité Ad Hoc Hébergement :

Nathalie Boulet, Autisme Montréal Delphine Ragon, PARDI Isabelle Perrin, Comité des usagers CS Mathieu Francoeur, PHAS

Comité SAF:

Carolyne Lavoie, responsable SPPH Geneviève Labrecque, RT21 Isabelle Perrin, Comité des usagers CS Nathalie Boulet, Autisme Montréal Tex St-Jean, PHAS Delphine Ragon, PARDI

CRADI 6365 De Saint-Vallier, Montréal (Qc) | H2S 2P6